Bulletin de l'Initiative communiste-ouvrière - N° 49 | Décembre 2014

Communisme-ouvrier



www.communisme-ouvrier.info | contact@communisme-ouvrier.info | (33) 06 17 56 01 74

Manifestation à Paris contre les violences faites aux femmes

L'Initiative Communiste-Ouvrière était présente à la manifestation contre les violences faites aux femmes le samedi 22 novembre à Paris.

3.000 personnes étaient rassemblées.

Etaient présentes entre autres, Osez le Féminisme, le Mouvement du nid, Femmes pour agir, Collectif féministe contre le viol, le Planning familial, les Effrontées, l'Inter LGBT, le Collectif de solidarité avec les femmes tutsies qui ont porté plainte pour viol contre des membres de l'armée française, NPA, LO, PCF, PG, des anarchistes ainsi que des organisations Kurdes et Turques solidaires de la résistance de Kobané.

Quelques slogans lus et entendus : "Halte au féminicide", "Halte aux massacres de femmes", "Rwanda, Turquoise, la couleur du viol", "Les lesbiennes dépassent les frontières", "Violences faîtes aux femmes, ça suffit ! Une loi-cadre, des moyens et des actes maintenant", "Prostitution, le plus vieux droit de cuissage au monde".

La manifestation s'est terminée place de la République où des militantes de diverses organisations se sont exprimées entre autres pour dénoncer les insuffisances de la loi du 4 août 2014, le risque d'enterrement de la loi pour l'abolition de la prostitution ou pour exprimer leur solidarité avec les combattantes kurdes contre Daesh à Kobanê.

Face aux attaques anti-ouvrières, l'exemple belge



Travailleurs du port d'Anvers en grève, 24 novembre

En France, la situation est marquée par des attaques de plus en plus violentes de la part du gouvernement et du patronat contre la classe ouvrière. C'est bien l'ensemble des droits que les travailleurs ont arrachés pendant des décennies de lutte qui sont remis en cause.

Les déclarations de Macron et d'autres politiciens sur les 35 heures préparent des remises en cause de la durée hebdomadaire du temps de travail. Toujours concernant le temps de travail, on assiste à une offensive, d'abord dans le commerce avant de s'étendre aux autres secteurs d'activité, pour imposer le travail dominical.

Après une nouvelle convention Unedic qui réduit les droits des travailleurs inter-mittents, intérimaires et licenciés, c'est une véritable campagne de dénigrement des privés d'emploi qui est lancé depuis les salons gouvernementaux, campagne qui vise à imposer encore plus de contrôles et de radiations à l'encontre des travailleurs au chômage. Et ce dans un contexte où chaque jour on apprend un nouveau plan de licenciement, où tous les secteurs sont touchés par des licenciements et des suppressions de postes massifs... Répondant aux aspirations du Medef, Macron prépare déjà une nouvelle loi visant à « simplifier » les licenciements économiques, à permettre aux patrons de ne plus avoir à respecter des critères dans l'ordre des licenciements et à rendre encore plus difficile l'invalidation des plans sociaux par les tribunaux. Le patronat, lui, revendique bien sûr d'aller encore plus loin et ne d'avoir plus à justifier les licenciements... ce qui veut dire pour nous les travailleurs que nous n'aurons plus la possibilité de les contester.

A cela, et sans que la liste soit exhaustive, on peut ajouter les politiques d'austérité dans les services publics qui dégradent à la fois les conditions de travail des salariés et le service rendu à la population. Et, en plus du renforcement de la répression anti-syndicale, les attaques contre les instances de représentation des salariés (CE, DP, CHSCT...) et la volonté de mettre fin à l'élection des juges prud'homaux montrent également une volonté de remettre en cause les libertés syndicales et les autres moyens dont disposent les salariés pour contester la toute puissance patronale dans l'entreprise. Quant aux salaires, il est question de les geler pendant trois ans, ce qui entraînera une perte encore plus violente de notre pouvoir d'achat.

Face à cette situation dramatique pour la classe ouvrière, le moins que l'on puisse dire c'est qu'elle ne se mobilise pas en tant que telle pour résister à ces attaques. Des mobilisations de secteurs de la petite-bourgeoisie (comme les avocats, les médecins ou les pharmaciens) ont plus de visibilité que celles du monde du travail, quant ce ne sont pas les réactionnaires (Manif Pour Tous par exemple) qui tentent d'apparaître comme

Manifestons contre le chômage et la précarité !

Pas un jour sans qu'on apprenne un nouveau plan de licenciement. Le patronat utilise le chômage de masse comme arme terroriste pour liquider toutes les conquêtes ouvrières, et nous sommes de plus en plus nombreux, salariés, chômeurs ou retraités, à ne plus pouvoir joindre les deux bouts. Il est temps de faire exploser notre colère !

La CGT Privés d'Emploi, AC !, MNCP et l'APEIS organisent samedi 6 décembre 2014 la 12e édition de la manifestation contre le chômage et la précarité et pour la justice sociale. **Le rendez-vous pour la manifestation est fixé à 14 heures, Place Stalingrad à Paris.**

Comme les années précédentes, l'Initiative Communiste-Ouvrière appelle à participer à cette manifestation. Travailleuses et travailleurs, au chômage, en activité ou en retraite, soyons nombreux à manifester ce 6 décembre. Ras-le-bol de galérer au chômage quand dans les usines, les bureaux et les chantiers on n'arrive plus à tenir les cadences et la charge de travail ! Ras-le-bol du chômage et des salaires de misère alors que l'on annonce déjà que les grands actionnaires vont empocher 133 milliards supplémentaires en 2014 !

l'opposition la plus visible au gouvernement.

Bien sûr, ici ou là, apparaissent des mobilisations intéressantes. On peut citer la lutte des travailleurs du commerce à Paris contre la généralisation du travail le dimanche. Cette mobilisation a déjà permis de faire taire la campagne médiatique orchestrée par le patronat sur le « droit de travailler le dimanche », elle est la preuve, s'il en fallait une, que non les travailleuses et les travailleurs du commerce ne veulent pas être exploité un jour de plus. Toujours à Paris, on se doit de citer les luttes qui se développent dans l'hôtellerie de luxe, secteur où il est vrai les travailleuses et travailleurs peuvent quotidiennement constater l'indécence des fortunes de la grande bourgeoisie. Ici et là, on voit aussi des luttes contre les suppressions de postes dans les hôpitaux et bureaux de poste, ou des grèves contre les plans de licenciements.

Mais pour ce qui est des luttes d'ensemble de la classe ouvrière, force est de constater que depuis la rentrée, il n'y a pas eu une seule véritable journée de mobilisation. Les journées d'action syndicales qu'a pu proposer la direction de la CGT démoralisent plus qu'elles ne mobilisent les militants, sans même parler des travailleurs du rang. Que ce soit la journée du 16 octobre sur la protection sociale, la journée de mobilisation pour les transports ou celle pour les salaires dans la fonction publique, elles ont été quasiment confidentielles et ont déjà eu du mal à mobiliser les militants. Au niveau des directions syndicales, il n'y a aucun plan, aucune stratégie pour aller vers un mouvement d'ensemble, pour élaborer une résistance un tant soit peu efficace face au rouleau compresseur des attaques patronales.

S'il y a des différences de cultures syndicales, nous avons face à cette absence de stratégie des directions syndicales, un contre-exemple, celui de la Belgique. Les syndicats n'y sont pas plus radicaux ou moins bureaucratisés qu'en France. Il n'empêche que dans ce pays, les directions syndicales proposent une stratégie qui donne envie aux militants, aux syndiqués et au-delà à l'ensemble des travailleurs de se mobiliser. Face à des attaques du gouvernement qui visent à repousser l'âge de la retraite, à remettre en cause l'indexation des salaires et à réduire les indemnités chômage, et malgré les limites des bureaucraties réformistes, la stratégie mise en place montre la force potentielle de la classe ouvrière.

La mobilisation a commencé par une grande manifestation de plus de 100.000 travailleurs à Bruxelles le 6 novembre. Elle a continué par une première vague de grèves tournantes le 24 novembre dans les provinces d'Anvers, du Luxembourg, de l'Hainaut et du Limbourg, qui ont été un succès. Quasiment tous les transports, bus et trains, étaient à l'arrêt tout comme le Port d'Anvers, 70% des magasins de Charleroi ont été fermés par la grève, dans bien des entreprises de la métallurgie ou de la chimie la production a été stoppée, et un grand nombre de zones industrielles et commerciales ainsi que des administrations ont été bloquées par des piquets de grève. Une nouvelle vague de grèves tournantes aura lieu le 1er décembre, ainsi que le lundi suivant jusqu'à une journée de grève générale prévue pour le 15 décembre.

Bien sûr, on ne sait pas alors que ces lignes sont écrites jusqu'où ira le mouvement en Belgique. Les directions syndicales finiront peut-être par négocier des queues de cerise...

Mais une seule journée de grèves tournantes a déjà bloqué bien des lieux de production et de services, et ce dans un pays qui a connu plus d'une année sans gouvernement, absence qui n'a entravé en rien la bonne marche du pays. Cela permet de rappeler la force de notre classe sociale lorsqu'elle est organisée, et la faiblesse des bourgeois et politiciens qui ne produisent aucune richesse ! Et l'exemple belge montre aussi ce que pourrait être un plan de lutte visant à mobiliser les travailleurs contre la politique anti-ouvrière.

Impossible de dire si cela marchera ou pas, mais ce qui est sûr c'est que les directions syndicales, et en particulier celle de la CGT (qui reste la principale organisation ouvrière et celle qui regroupe le plus grand nombre de travailleurs combatifs), ne cherchent même pas à aller dans cette direction. Ce serait pourtant la seule qui permettrait de faire reculer le gouvernement et le patronat ! Aux travailleurs combatifs et aux communistes de militer dans ce sens ! Car il est temps, en France comme ailleurs, de mettre un coup d'arrêt aux attaques anti-ouvrières, et ce n'est que par la mobilisation de la classe ouvrière qu'on y arrivera.

■ **Camille Boudjak**

Face à la répression

La mort de Rémi Fraisse n'a pas provoqué d'émotion particulière chez les « socialistes », encore moins la démission des ministres responsables. L'État a caché deux jours durant, en toute connaissance de cause, ce lâche assassinat. La répression qui s'est abattue contre la manifestation, ce jour-là, était totalement disproportionnée par rapport à son ampleur.

Mais elle s'inscrit dans une vague croissante de violences policières et de mesures répressives de la part du gouvernement Valls. Interdiction de manifestations et poursuites judiciaires, comme dans le cas d'Alain Pojolat – quoiqu'on puisse penser de la manifestation par ailleurs –, violences contre les manifestations en défense de Notre-Dame-Des-Landes, emploi de grenades et de flash-balls contre des manifestants, mise à profit de l'arsenal des lois anti-terroristes contre les militants et militantes d'extrême-gauche... tous les moyens sont permis.

Valls était déjà connu pour son obsession maladive contre les anarchistes et les autonomes, il la transforme maintenant en violence gratuite contre l'ensemble des manifestants, particulièrement contre les luttes pour l'environnement, mais aussi contre les protestations ouvrières (comme contre les travailleurs d'ArcelorMittal à Strasbourg ou les pompiers à Grenoble) qui se développent un peu partout.

Nous sommes tous et toutes concernés par cette violence policière, par cette répression étatique, par ce lent grignotage de nos libertés. Ce n'est pas à l'État de choisir qui, quand et pourquoi on a le doit de manifester. L'État renforce chaque jour un peu plus son arsenal anti-émeutes, ses méthodes de surveillance et de répression, il les rode contre certains mouvements, certaines catégories, mais il ne cache pas que ces préparatifs lui permettent d'anticiper la conduite qu'il tiendra face à un grand mouvement social. Défendre notre droit à manifester librement, c'est aussi défendre notre capacité d'action future.

■ **Nicolas Dessaux**



Solidarité Ouvrière : Blog de l'Initiative Communiste-Ouvrière
http://communismeouvrier.wordpress.com/

Des milliers de personnes expulsées de leur logements ou hors frontières… Partout en France, la solidarité doit continuer !

Depuis plus de deux ans, les plus précaires parmi nous subissent de plein fouet les conséquences des politiques d'austérité touchant le droit des plus fondamentaux : le droit à un toit. Pendant que les profits spéculatifs, l'une des principales cause d'un marché locatif cher s'éloignant toujours plus des bourses des plus modestes, enregistrent une hausse de 70% ces 10 dernières années, pour la même période les expulsions locatives battent le plein avec près de 100 000 jugements d'expulsion chaque année, dont plus de 25% réalisées avec l'intervention des forces de répression.

Dans un pays où il y a 2 millions et demi de logements vides, participant à la spéculation foncière, pour près de 3 500 000 de mal-logé-e-s, l'Etat et la justice bourgeoise complices des capitalistes confirment que le droit à la propriété privée d'une minorité prime sur notre droit au logement et, globalement, à une vie décente.

L'Etat et les collectivités locales n'assument pas non plus leur obligation, issue d'une loi qu'ils ont eux-mêmes mise en place, d'assurer un hébergement d'urgence, été comme hiver, à toute personne quelle que soit sa nationalité. Néanmoins, la majorité des immigré-e-s, et notamment des demandeurs-euses d'asile, se retrouve sans aucune solution d'hébergement faute de suppression de places dans les CADA (centres d'accueil des demandeurs d'asile) et vient s'ajouter à cette armée de mal-logé-e-s et sans-abris. Et dans bien de villes partout en France, faute de financement après des cadeaux de 40 milliards d'euros faits aux patrons, des milliers de personnes, des familles entières, avec ou sans papiers, sont expulsés des centres d'hébergement d'urgence sans aucune solution de relogement. Condamnées à errer dans les rues, une partie de ces personnes et des personnes solidaires s'organisent, occupent des lieux vides et ouvrent des squats. La riposte de l'Etat et des municipalités, aidées par la justice et la police, est souvent rapide et sans équivoque : les expulsions, les expulsions et encore d'expulsions.

Cette logique antisociale meurtrière n'a pas de limites comme le confirment des dizaines de squats hébergeant des familles entières, précaires, étudiants expulsés ces dernières semaines, juste avant la trêve hivernale. De plus, à plusieurs endroits le plan « grand froid » ne sera enclenché qu'à partir de -5°C, ne garantissant pas les places pour tout le monde même si cela arrive.

Dans la région de Rhône-Alpes, comme dans toutes les régions de France, au-delà de celles et ceux qui sont déjà mal-logé-e-s ou sans abris, la situation d'expulsions des centres d'hébergement d'urgence concerne plusieurs milliers de personnes, ce qui a poussé un collectif d'organisations associatives et politiques de lancer un appel à une mobilisation régionale le 15 novembre dernier avec des revendications claires, entre autres: arrêt des expulsions sans solution de relogement, un logement pérenne et décent pour toutes et tous, et régularisation de tous les sans-papiers. Cet appel, qui a mobilisé à Lyon près de 500 manifestant-e-s, a été relayé ailleurs comme par exemple, à Toulouse, à Calais ou à Caen où l'AG de Lutte Contre Toutes les Expulsions avait décidé d'appeler à une manifestation le jour même qui a réuni plusieurs dizaines de personnes.

Le problème de refus d'hébergement aux demandeurs-euses d'asile et la chasse aux « sans-papiers » ainsi que les expulsions des territoires étant intiment liés dans cette logique d'Etat, antisociale mais aussi clairement xénophobe, plusieurs rassemblements ont également eu lieu devant les Centres de Rétention Administrative en solidarité avec les personnes détenues avant d'être expulsées de France, juste parce qu'elles n'ont pas la bonne carte d'identité.

Les attaques gouvernementales contre les centres d'hébergement d'urgence, contre les prestations sociales, contre la Santé ou le Social, et plus largement contre les conditions de vie et de travail des travailleuses et des travailleurs, des précaires, des privé-e-s d'emploi, des immigrés… nous concernent toutes et tous et font partie de la même logique anti-ouvrière et xénophobe de l'Etat bourgeois reproduisant à la chaine les mêmes divisions et nous poussant vers la misère. La question de mal-logement et d'expulsion des centres d'hébergement d'urgence étant largement sous-estimée, les journées comme celle du 15 novembre dernier, qu'elles soient massivement suivies ou pas, les réquisitions et les occupations des lieux vides montrent la solidarité et la volonté de résister et de riposter. Et participent activement à la sensibilisation du plus grand nombre aux luttes en cours.

Face aux politiques d'austérité, la politique antisociale et xénophobe d'Etat, contre la dictature bourgeoise et le capitalisme, notre seule arme est notre solidarité. La solidarité avec l'ouvrière occupant « illégalement » l'usine Jeannette à Caen comme une personne mal-logée occupant « illégalement » un squat à Lyon, avec la coiffeuse sans papier luttant contre son patron à Paris, comme un « immigré » se battant contre la Préfecture pour sa régularisation à Lille. Pour un monde meilleur. Pour le communisme.

■ **Aleksa Gvozden**

Pour soutenir l'Initiative Communiste-Ouvrière :
vous pouvez faire un virement sur le compte « Un monde meilleur », Crédit Mutuel Nord Europe, Coordonnée Bancaires : Banque : 15629 Guichet : 02715 Compte : 00042945701 Clef : 57

ou par chèques adressés à « Un monde meilleur », c/o Nicolas Dessaux, 48 rue du 8 mai 1945 59370 Mons-en-Baroeul

Lutte dans les magasins parisiens

A Paris, près d'un millier de travailleuses et travailleurs du commerce ont manifesté le 14 novembre. Une mobilisation réussie dans un secteur où on subit violemment les temps partiels imposés, les salaires de misère et les pressions patronales.

Les travailleuses et travailleurs refusent le projet de loi Macron qui tend à généraliser le travail dominical (on passerait de 5 à 12 dimanches travaillés), sauf pour les commerces de gare qui pourraient ouvrir tous les dimanches, ainsi que le travail de nuit par la création de «zones touristiques de dimension internationale». Quant aux « compensations » pour le travail de dimanche et de nuit, elles sont renvoyées à d'éventuels accords d'entreprises pour les établissements de plus de 20 salariés. Mais pour tous les établissements de moins de 20 salariés (soit 80% à 90% des commerces parisiens) aucune compensation n'est prévues ! Et il s'agit bien d'établissements et non d'enseignes, ainsi à Kiabi, il n'y a aucun établissement de plus de 20 salariés.

Après le succès de la manifestation du 14 novembre, une nouvelle journée de grève et de manifestation est prévue le 16 décembre à l'appel du CLIC-P (Comité de Liaison Intersyndicale du Commerce de Paris, qui regroupe les sections syndicale CGT, CFDT, SUD et UNSA). Les salariés du commerce ont bien raison de se battre et leur combat concerne toute la classe ouvrière. Une victoire du patronat et du gouvernement dans le commerce ouvrirait la voie à des attaques similaires contre d'autres catégories de travailleurs.

■ **Correspondant ICO**

Soutien aux résistances sociales et féministes au Moyen-Orient

Depuis l'été dernier, l'avancée de Daesh (l'Etat Islamique) et les horreurs perpétrées par celui-ci contre la population civile et les militantes et militants ouvrier-r-es et féministes en Irak et Syrie ont provoqué un élan de solidarité partout dans le monde. De nombreuses manifestations ont eu lieu au Proche et Moyen-Orient, Europe, Amérique du Nord, Australie et ailleurs.

En France, au-delà du 1er novembre et la « journée mondiale de soutien à Kobané », les militant-e-s de l'Initiative Communiste-Ouvrière et de Solidarité Irak se sont mobilisé-e-s et ont participé à l'organisation des manifestations, de nombreux rassemblement et événements, comme à Besançon, Paris, Lille et Caen, entre autres.

Bien plus qu'une solidarité « morale », qui est toujours bienvenue et loin d'être sans efficacité, nos camarades présent-e-s sur place ont également besoin de soutien concret et notamment financier. A Caen, par exemple, lors des manifestations en solidarité avec la résistance de Kobané (Rojava, Kurdistan syrien) une collecte a eu lieu en collaboration avec le « croissant rouge de Kurdistan turc» présent sur la frontière turco-syrienne. Et lors de la conférence-débat co-organisée par Syndicat de Lutte de Caen (ex-FSE) et Solidarité Irak, avec Nicolas Dessaux, une autre collecte a été organisée, cette fois pour soutenir nos camarades de l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak et de la Fédération Internationale des réfugiés irakiens.

Ce type d'actions portant en même temps la solidarité politique et le soutien financier sera réitéré dans les semaines et mois à venir.

Tournée de camarades irakiens en France

Depuis cet été, le monde entier assiste horrifié à l'émergence de l'Etat Islamique en Irak et au Levant (Daesh) et de ces crimes horribles (massacres de Yezidis, de chrétiens, esclavage sexuel de femmes, massacres d'ouvriers en lutte).

Depuis quelques mois, le monde entier assiste plein d'espoir à la lutte héroïque de la population de Kobané, sans appuis des autres Etats contre les forces de Daesh.

Mais Daesh n'est pas seulement présent à Kobané et contrôle le tiers de l'Irak et de la Syrie. Et si la situation est devenue de plus en plus critique ces derniers mois pour la population civile, c'est depuis des années que la guerre civile fait rage en Irak, que la population est prise en otage aussi bien par les groupes intégristes religieux, les milices paramilitaires chiites proches du pouvoir et les divers groupes nationalistes.

Du 04 au 08 novembre, Yannar Mohammed, présidente de l'Organisation pour la Liberté des Femmes en Irak (OLFI) et Muayad Ahmad, acteur de l'insurrection ouvrière de 1991 au Kurdistan, tous deux membres du Parti Communiste-Ouvrier d'Irak (PCOI) sont venus parler en France (à Lyon, Marseille, Paris et Lille) de la lutte des ouvriers, des femmes, des jeunes, des progressistes et globalement de la population civile en Irak face aux forces réactionnaires.

Les conférenciers ont rappelé la responsabilité des états dominants (USA, Etat européens, Turquie, Arabie saoudite et Qatar d'un coté, Russie, Syrie et Iran de l'autre) dans le chaos actuel, l'Irak étant pour eux un champ de bataille pour leur rivalité. Les Etats-Unis sont particulièrement responsables de la situation de guerre civile, s'étant appuyés sur les divisions ethniques et religieuses pour ré-organiser l'Irak de l'après Saddam.

Les conférenciers ont expliqué que dans beaucoup de villes, la population s'organisait de façon autonome pour résister, que le gens aspirent simplement à la liberté et au bien-être. L'OLFI lutte depuis 2003 pour les droits des femmes. Plusieurs refuges pour femmes menacée de crime d'honneur et pour homosexuels menacés de mort ont été crées dans plusieurs villes. La Fédération internationale des réfugiés irakiens travaille au Kurdistan d'Irak pour soutenir des milliers de réfugiés Yezidis, chrétiens, arabes, kurdes et syriens dont les foyers sont attaqués par Daesh. Les progressistes Irakiens ont particulièrement besoin d'un soutien matériel financier dans leur lutte.

Une cinquantaine de personnes sont venues à chaque conférences débattre et discuter des moyens de solidarités à mettre en œuvre pour aider ces forces progressistes résistants aux réactionnaires.

La tournée a été organisée conjointement par le Réseau Communiste Anti-gestionnaire, l'Union Pour le Communisme, l'Initiative Communiste-Ouvrière, les associations Table Rase et Solidarité Irak ainsi que des individuels.


Rinou



Réunion publique sur l'Irak à Caen

Le syndicat SL-Caen (ex-FSE) et Solidarité Irak organisaient vendredi 21 novembre à Caen une conférence sur les luttes sociales et féministes au Moyen-Orient avec Nicolas Dessaux. Après un interview sur radio Bazarnaom, la conférence a réuni entre 40 et 50 personnes. De l'avis général l'intervention de Nicolas Dessaux était très dense, et insistait par exemple sur l'utilité de comprendre les enjeux de la région en termes de genre, l' « anti-impérialisme » islamiste étant aussi une force de rétablissement du patriarcat. Le PKK, avec ses limites de parti nationaliste paysan, est ainsi défendu sur le terrain militaire par les camarades de l'extrême gauche irakienne face à Daesh parce qu'il fait parti des trop rares forces qui défendent l'égalité hommes-femmes. Le débat qui a suivi s'est prolongé tard, jusqu'à la fermeture réglementaire des locaux. Une collecte de 77 euros a été réalisée.

■ **Correspondant ICO**

Solidarité financière avec les féministes irakiennes

Créée en 2003, l'Organisation pour la Liberté des Femmes en Irak (OLFI) lutte pour les droits des femmes et assure une protection dans des foyers pour celles qui fuient les violences machistes et en particulier les crimes d'honneur. En ces heures sombres pour la population irakienne, elles ont, plus que jamais, besoin de toute notre solidarité.
A Lille, 100 euros ont été remis à notre camarade Yanar Mohammed au nom de l'Initiative Communiste-Ouvrière. A Caen, 77 euros ont aussi été collectés pour l'OLFI.
Pour apporter un soutien financier à l'Organisation pour la Liberté des Femmes en Irak (OLFI) vous pouvez faire un versement par carte bancaire depuis leur site : http://www.owfi.info/ ou par chèque à l'ordre de « Un monde meilleur » (mention solidarité OLFI au dos) c/o Nicolas Dessaux, 48 rue du 8 mai 1945, 59370 Mons-en-Baroeul.